

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone 387-36-71

SOMMAIRE

ETUDE DOCUMENTAIRE

XAVIER RAUFER. — Un « Parti communiste combattant » en France ? 26

— Attentats de type « P.C. combattant » en France 28

— Les « P.C. combattants » à l'étranger 29

— Note sur l'idéologie des Partis communistes combattants 30

— Groupes autonomes et Parti communiste combattant 31

Etude documentaire

Un "Parti communiste combattant" en France ?

QUINZE attentats terroristes en France du 3 février au 12 juin 1980 : ce serait désormais s'aveugler volontairement que de croire que la France serait immunisée contre un terrorisme à l'italienne ou à l'allemande.

Il est vrai que la France a été jusqu'ici épargnée.

Elle le devait à diverses raisons :

— à l'influence des « intellectuels démocrates » sur les dirigeants du seul mouvement dont la logique débouchait sur la lutte armée : la *Gauche prolétarienne* (G.P.). Sartre, Clavel, Foucault — sans oublier Althusser — ont fait beaucoup pour pousser les « gépistes » à la révolte ; mais, au moment de l'engagement décisif, leur ont servi de garde-fou, les conduisant ainsi dans l'impasse et, à terme, à l'éclatement ;

— aux perspectives d'action et de succès offerts par la gauche parlementaire (la *Gauche prolétarienne* s'est effacée quant apparut le programme commun) ;

— au manque de liens durables du groupe dirigeant de la G.P. avec un nombre significatif de « jeunes prolétaires radicalisés » français et immigrés ;

— à la présence de débouchés (existants sinon exaltants) pour la quasi-totalité des jeunes.

Aujourd'hui, la France n'est plus à l'abri. Les intellectuels cités plus haut n'exercent plus la même influence, soit qu'ils aient disparu, soit qu'ils se soient détournés de l'action politique militante.

A l'inverse, les circonstances semblent n'avoir jamais été aussi favorables à cette rencontre de trois éléments bien précis qui, partout, de l'Uruguay au Portugal, de la R.F.A. à l'Italie, a préludé à la naissance d'un *Parti communiste combattant*, P.C.C., appellation générique des groupes révolutionnaires clandestins qui préconisent et pratiquent la lutte armée.

Ces trois éléments sont :

— la présence d'un noyau dirigeant qui, au travers de diverses expériences et réflexions, est parvenu à la conviction que la lutte armée constituait le seul recours possible ;

— l'existence d'une nébuleuse de sympathisants qui, pour des raisons diverses, ne nourrissent aucune aversion ni d'ordre moral ni d'ordre politique à l'égard de ce genre de lutte ;

— un faisceau de circonstances politiques, sociales ou économiques particulières.

DES NOYAUX DIRIGEANTS

Or, en France, *il existe un ou des noyaux dirigeants* pour lancer des opérations terroristes : il est ou ils sont constitués par des militants qui se sont détournés de ce qu'on pourrait appeler le « gauchisme légal », le gauchisme des partis ou groupements trotskistes ou maoïstes dont l'action n'a débouché sur rien, sur rien d'autre en tout cas qu'une imitation plus ou moins réussie de l'action des partis communistes traditionnels, jusques et y compris l'électorisme.

Ces militants sont fascinés par les Partis communistes combattants étrangers, et ils lisent l'abondante littérature des P.C.C. latino-américains et des Brigades rouges, dont les traductions en français sont faciles à se procurer. D'après leurs écrits, des militants sont parvenus à la conviction que la période est propice, que des coups suffisamment forts pourraient ébranler le pouvoir bourgeois, à tout le moins le contraindre à sa véritable nature, qui est fasciste (!).

DES CIRCONSTANCES FAVORABLES

Les circonstances sont effectivement favorables.

L'extrême-gauche est en total reflux et n'offre plus de perspectives d'action pouvant entraîner la victoire à court terme (ce qui est important pour des groupes engagés dans un processus psychologique de type « desperado »).

Aujourd'hui, le type du militant fait rire, alors qu'hier encore il était un objet d'admiration, un modèle. Le militantisme était un moyen de se valoriser ; aujourd'hui, il apparaît comme « le stade unique de l'aliénation », pour reprendre le titre d'une ancienne brochure situationniste. On ne voit plus en lui le héraut d'un monde libéré de l'oppression, mais un pauvre type « s'investissant » pour oublier divers déboires que l'imprégnation freudienne du milieu situe généralement « au niveau » du sexe. Pendant le temps où le militant passait de mode (ce qui n'est pas négligeable, surtout en France), le guérillero, lui, a conservé son prestige.

Du côté de la gauche parlementaire, également, l'avenir n'est pas très dégagé ; rien qui permette le moindre enthousiasme militant pour des individus considérant (c'est une constante à l'extrême-gauche) que le P.C.F., même en pleine restalinisation, reste un parti bourgeois.

Les exemples uruguayens, espagnols, italiens, allemands et portugais montrent avec la plus grande clarté que c'est après un échec grave succédant à une période d'enthousiasme et d'exaltation que se créent les partis combattants, succédant à des groupes légalistes. En Uruguay, par exemple, c'est après l'échec du « front élargi » (où le M.L.N. Tupamaro avait réussi à trouver sa place) aux élections du 28 novembre 1971 (18,2 % des suffrages seulement), donc après l'abandon de la stratégie consistant à « gauchir » une coalition de gauche au pouvoir, que les premiers assassinats politiques se produisirent au début de 1972. Ce schéma, celui de la politique du pire, leur paraît applicable en France après la défaite de la gauche aux élections législatives de 1978. Nos militants révolutionnaires, parfaitement ignorants des réalités électorales, avaient cru la victoire certaine, et cette certitude justifiait la stratégie qu'ils ont suivie pendant dix ans.

Enfin, une campagne électorale d'une importance majeure approche : l'élection présidentielle de 1981, et nos révolutionnaires ont le sentiment poignant qu'ils ne pourront pas y faire entendre leur voix, c'est-à-dire, selon eux, celle des prolétaires.

LE « VIVIER »

L'essentiel, toutefois, est ailleurs, dans le deuxième des éléments énoncés plus haut : l'existence de ce qu'on pourrait appeler un *vivier*, d'un ou de milieux où le noyau dirigeant peut puiser pour pêcher des troupes, les agents d'exécution dont il a besoin.

Si, selon l'aphorisme de Mao Zedong, « une étincelle peut mettre le feu à toute la paille », encore faut-il que la paille soit couverte d'herbes sèches, de moissons mûres.

Le noyau central doit (comme toute formation politique ou syndicale) rassembler autour de lui, en cercles concentriques plus ou moins rapprochés, toutes sortes de partisans, depuis le vague sympathisant attiré par l'aspect « Robin des bois » du P.C.C. jusqu'au complice direct. C'est dans cette nébuleuse — ce *vivier* — que le groupe d'origine recrutera, mais surtout trouvera des successeurs pour reprendre le flambeau, les militants de la première génération demeurant rarement longtemps sur la brèche par manque de technologie en matière de guérilla urbaine. Ce problème du *vivier* est en réalité déterminant : c'est lui qui fait la différence entre les différentes expériences de guérilla urbaine — pour lui, ne l'oublions pas, l'essentiel est de durer.

Quand il existe un noyau central déterminé, mais pas de *vivier* substantiel, on a quelque chose comme des « étoiles filantes », la *Fraction Armée rouge allemande* ou l'*Armée rouge*

unifiée japonaise. Lorsque le dernier guérillero de ce noyau est en prison, ou mort, l'État peut se considérer comme tranquille.

Au contraire, quand les actions de ce noyau dirigeant éveillent une « réponse » populaire, les choses prennent une autre proportion : l'Uruguay avec les Tupamaros et surtout l'Italie avec les Brigades rouges en savent quelque chose.

Or, si jusqu'à présent, en France, on n'avait pas de groupe déterminé à plonger durablement dans la lutte clandestine, si le « *vivier* » se limitait à quelques centaines d'individus (à comparer avec les cent mille sympathisants du Parti armé italien), l'étude des personnes arrêtées récemment (Action directe, fin mars 1980 ; autonomes, auteurs du hold-up La Fayette le 30 mai) oblige à constater des évolutions inquiétantes. On trouve, en effet, dans ces militants tous les divers éléments constitutifs d'un *vivier* du type italien, par exemple :

— des jeunes *bourgeois* de bonne famille, décidés à « trahir leur classe » ;

— des jeunes *marginiaux* mélangeant actes politiques et le « droit commun », pour lesquels il n'y a pas de différence de nature entre ces deux types d'actes.

Témoigne de cet état d'esprit cet extrait d'une brochure intitulée « *Insurrection* », diffusée sous le manteau il y a quelques mois à Paris et se réclamant de l'autonomie : « Nos actions ont toujours eu une finalité sociale. Les expropriations (nous considérons comme un hold-up la réappropriation de ce que, durant toute une vie, les escrocs légaux nous volent) étaient faites pour assurer notre autonomie : achat de matériel, propagande, aide aux luttes autonomes et aux compagnons en prison, etc. » ;

— de jeunes *immigrés* de la seconde génération (dont le déracinement et le ballottage entre deux communautés pose des problèmes dans de nombreuses cités péri-urbaines) (1) ;

— des « *loubards* » de banlieue, jusqu'à présent peu sensibles à la politique ;

— de ces jeunes ballottés entre le chômage et la condition de « *hors-statuts* », travailleurs précaires, intérimaires, « au noir », vacataires, contractuels, etc., dont le nombre augmente sans cesse (en 1978, 22,7 % des inscriptions à l'A.N.P.E. sont des fins de contrats à durée déterminée ; 28 % en 1979. En 1969, il y avait 850 entreprises de travail intérimaire ; il y en a, en 1977, 3.000, réalisant un chiffre d'affaires global de huit milliards de francs (2) ;

(1) Voir dans le dernier n° *Patchwork*, bulletin supervisé par Félix Guattari, un texte de « *Mogniss* », intitulé « les médiations des jeunes prolétaires immigrés ».

(2) Rapport Cousté sur le travail intérimaire.

— d'authentiques « Brigadistes » italiens, comme en fait foi la rafle de Toulon, fin mars dernier, qui a permis d'établir les liens existant entre des militants de l'« aire autonome » française et des P.C.C. au-delà des Alpes ;

— enfin — *last but not least* — de plusieurs jeunes femmes laissées orphelines par le féminisme : on sait le rôle de l'élément féminin, notamment en Allemagne dans la Fraction Armée rouge.

ATTENTATS DE TYPE « P.C. COMBATTANT » EN FRANCE

DATE - LIEU	A T T E N T A T	SIGNATURE
Dimanche 3 et mardi 5 février Paris	Dynamitage de deux inspections du travail.	Organisation Action Directe.
Dimanche 10 février Paris	Attentat à l'explosif contre les locaux de l'Immobilière de construction.	Organisation Action Directe.
Lundi 10 mars Paris	Engin explosif de forte puissance (gros dégâts) au siège de la S.E.M.I.R.E.P. (société d'économie mixte de rénovation du secteur plaisance) = Immobilier.	Non revendiqué (à noter la présence de « squatters » autonomes dans ce quartier).
Samedi 15 mars Paris	Attentat à l'explosif contre les locaux de la D.S.T., rue Rembrandt.	Organisation Action Directe.
Mardi 18 mars Paris	Mitrailage en plein jour (dix-huit impacts) de la façade du ministère de la coopération. Sept balles dans le bureau du ministre, M. Robert Galley.	Organisation Action Directe.
Dimanche 30 mars Toulouse	Destruction par explosifs des locaux du commissariat de la rue Saint-Léon.	Organisation Action Directe.
Dimanche 6 avril Paris	Attentat au cocktail Molotov et à l'explosif contre les locaux de Philips Data System (ordinateurs).	C.L.O.D.O./O.A.D. (Comité de liquidation ou de détournement des ordinateurs/Organisation Action Directe).
Mardi 8 avril Toulouse	Attentat au cocktail Molotov et à l'explosif contre les locaux de CII/Honeywell-Bull (ordinateurs).	Organisation Action Directe.
Mardi 15 avril Paris	Tir au lance-roquettes (trois attaques pratiquement simultanées) contre les locaux du ministère des Transports.	Organisation Action Directe.
Jeudi 17 avril Toulouse	Attentat à l'explosif contre le Palais de Justice.	Organisation Action Directe.
Vendredi 18 avril Toulouse	Attentat à l'explosif contre la résidence du gouverneur militaire de Toulouse.	P.A.R.A. (pour des actions résolument antimilitaristes).
Dimanche 27 avril Toulouse	Attentat à l'explosif contre la succursale française d'une société américaine d'engins agricoles (après l'intervention — ratée — des U.S.A. en Iran).	Groupe Autodéfense contre tous les pouvoirs.
Mardi 20 mai Toulouse	Destruction par incendie du Central et d'une partie des locaux de l'International Computers Limited.	C.L.O.D.O. (Comité de liquidation ou de détournement des ordinateurs).
Vendredi 30 mai Paris	Tentative de hold-up à l'agence B.N.P. de la rue La Fayette (1 mort, 2 blessés).	Mouvance autonome.
Jeudi 12 juin Paris	Attentat à la bombe à l'aéroport d'Orly (2 blessés graves).	Organisation Action Directe.

LES PRINCIPAUX PARTIS COMMUNISTES COMBATTANTS

PAYS	NOM	ORIGINES POLITIQUES	ACTIVITE	SITUATION
Uruguay	Mouvement de libération nationale « Tupamaro ».	gauche chrétienne, castriste, extrême-gauche.	guérilla urbaine.	pratiquement éliminée. Sa chute a entraîné celle de la démocratie renversée par l'armée chargée de la lutte anti-terroriste.
République fédérale d'Allemagne	Fraction Armée rouge « Bande à Baader ».	extrême-gauche étudiante « opposition extra-parlementaire ».	guérilla urbaine.	quasi démantelée au prix d'une lutte considérable, et d'un net renforcement des pouvoirs de contrôle en R.F.A.
Italie	Brigades rouges.	gauche chrétienne, jeunesses communistes, mao-spontanéiste.	guérilla urbaine.	affaiblie, mais bien vivante. A tué, en même temps qu'Aldo Moro, le « compromis historique ».
Espagne	G.R.A.P.O. (Groupe antifasciste du premier octobre).	maoïste.	guérilla urbaine.	250 arrestations en 1979. Silencieux depuis, les mouvements autonomistes et d'extrême-gauche « légale » offrant des perspectives plus crédibles.
Portugal	Forces populaires du 25 avril.	tiers-mondistes, castristes, maoïstes.	guérilla urbaine.	nouvellement nées : signent leurs premiers attentats au mois d'avril 1980.

QUE PEUT-IL SE PASSER ?

Que peut-il se passer ?

On n'entre pas dans un processus de guérilla urbaine *ininterrompue* sans certaines conditions préalables : l'établissement d'une jonction territoriale entre les différents noyaux qu'on pourrait dire pré-terroristes (noyaux dont on constate l'existence à Paris, à Toulouse, dont on soupçonne la présence à Caen, à Grenoble), la création d'un commencement d'organisation centralisée, la formation d'une légende présentant en exemple des héros et des martyrs, la diffusion d'un certain savoir-faire.

Tant que ces conditions ne sont pas réunies simultanément, on ne va pas au-delà du stade des actes isolés *discontinus*, accomplis par des noyaux ne se connaissant pas entre eux, même s'ils se parent de la même étiquette (« Action directe ») pour revendiquer leurs actes (le deuxième reprenant la formule du premier qu'il a lue dans la presse).

En est-on déjà au moment où la conjonction de ces divers éléments va s'accomplir, permettant de passer au stade de la guérilla urbaine continue ? Rien ne permet ni de l'affirmer ni de le nier. Toutefois, si difficile qu'il soit de se mettre dans la peau des terroristes de cette espèce, on peut imaginer que ceux qui, en France, seraient enclins à lancer ce genre d'action ont constaté que les Partis communistes combattants n'ont pas jusqu'à présent réussi à « déstabiliser » vraiment les pays où ils ont opéré : en Allemagne, leur échec a été total et

sanglant ; en Italie, qui présente le cas le plus favorable pour ces partis, c'est au mieux la stagnation : une routine sanglante, affreuse — une routine d'assassinats ! —, mais une routine qui ne débouche pas.

Ce constat d'échec devrait exercer sur eux un effet dissuasif.

QUE FAIRE ?

Bien entendu, la décision n'est pas seulement entre les mains de quelques Hamlet du terrorisme, hésitant encore au moment de sauter le pas. Le proche avenir dépend aussi en ce domaine des pouvoirs publics et aussi des responsables à tous les niveaux, y compris les simples citoyens.

Il dépend d'abord, c'est bien évident, du ministère de l'Intérieur, de sa capacité à pratiquer une action toute en finesse, car les matraquages à l'aveuglette conduisent nombre de militants autonomes activistes, mais non clandestins, dans les rangs des partis combattants. (Il se pourrait que ce fût le cas, à l'heure actuelle, où Brigades rouges et Prima linea sont sans doute beaucoup moins atteintes dans leur centre vital que la presse ne le laisse entendre).

Mais l'avenir dépend aussi d'une œuvre de plus longue haleine et qui exige la coopération de tous : il s'agit d'assécher le « vivier », de réduire le nombre de ces déracinés dont nous énumérons plus haut les différentes espèces et qui risquent de constituer autant de milieux propres à susciter leurs propres noyaux armés.

Y A-T-IL QUELQU'UN DERRIERE ?

Y a-t-il quelqu'un derrière les Partis communistes combattants ? La police, pour les uns, les communistes pour les autres (les communistes, ou plus exactement les services des pays de l'Est).

Ce n'est pas impossible. Mais il faut bien se rendre compte que, paradoxalement, ce qui rend cette manipulation aisée dans un premier temps, la complique ultérieurement au point de lui faire perdre, enfin, tout intérêt.

Considérons bien les groupes à qui nous avons affaire : totalement clandestins, isolés du monde, pénétrés de leur propre importance, mais politiquement naïfs (ils sont LE parti communiste, donc l'avenir du prolétariat) et immensément admiratifs de leurs homologues du tiers-

monde (latino-américain surtout), rien n'est plus simple, pour des agents de l'un ou l'autre bord, que de les approcher et de les « aider » en matériel et en argent.

En Italie, en particulier — pays de Machiavel —, des indications de sources très diverses permettent de penser que de telles « approches » ont été opérées. Avec quel résultat ? Nous sommes tentés de penser qu'ils ont été médiocres, voire nuls.

Rien, en effet, ni personne n'est plus fanatiquement braqué sur son objectif que le membre à plein temps d'un P.C.C. Toute personne — quelle que soit sa générosité — qui se met en travers de son chemin devient ipso facto un « ennemi du peuple » à qui l'on réserve, quand faire se peut, un sort funeste.

XAVIER RAUFER.

Note sur l'idéologie des "Partis communistes combattants"

Les groupes révolutionnaires terroristes se considérant comme des Partis communistes armés (les Brigades rouges italiennes, la Fraction Armée rouge allemande, l'Armée rouge unifiée japonaise, les Tupamaros d'Uruguay, etc.), ont en commun l'analyse politique suivante : Les classes ouvrières des « Métropoles - Impérialistes - Capitalistes » (l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon) sont anesthésiées par les media, corrompues par les patrons à coup de hauts salaires, de consommation, d'avantages sociaux divers, au prix d'une surexploitation féroce du reste de la planète.

L'avant-garde communiste de ces métropoles doit donc — abandonnant l'action légale, inutile — agir comme une cinquième colonne des masses exploitées du tiers-monde, et engager contre l'appareil des Etats bourgeois (considérés comme les agents des grands trusts transnationaux) une lutte armée sans merci. Cette lutte va déstabiliser les sociétés bourgeoises, révéler leurs caractères « intrinsèquement fascistes ». Après quoi, il s'agira de « tenir » jusqu'à ce que les fractions les plus conscientes des classes ouvrières, libérées de leur hypnose, se joignent à la lutte et contribuent à la chute des Etats bourgeois.

Seule originalité de la position des P.C.C. : un soutien total au Vietnam communiste, comme en témoigne cet extrait d'un communiqué du « Comité de soutien aux prisonniers politiques en Allemagne » (lire : compagnons de route de la Fraction Armée rouge), paru dans le bulletin « Actualité de la résistance anti-impéria-

« VIETNAM : Le Comité de soutien aux prisonniers politiques en R.F.A. à Monsieur Kurt Waldheim, secrétaire général de l'organisation des nations unies.

« ... Nous tenons pour notre part à dénoncer énergiquement la gigantesque campagne d'intoxication déclenchée dans tous les pays occidentaux contre le Vietnam.

« Nous constatons qu'au delà d'une odieuse manipulation des responsabilités dans le sous-développement et les difficultés des pays du sud-est asiatique, cette campagne vise à créer les conditions favorables à l'intérieur, pour la continuation de l'agression impérialiste contre tous les peuples du tiers-monde et dont justement les projets de suppression de l'aide alimentaire, de la commission de Bruxelles sont un exemple significatif.

« Nous dénonçons l'escalade de l'agression impérialiste qui dans sa phase actuelle contre le Vietnam — après sa défaite militaire et politique — n'hésite pas à brandir l'arme alimentaire dans l'impossibilité immédiate du recours à des moyens plus radicaux.

« Solidarité !

« Le comité de soutien aux prisonniers politiques en Allemagne fédérale ».

« Bruxelles, le 21 juillet 1979 ».

Voilà qui conduirait à penser que toute parenté idéologique n'a pas disparu entre les P.C. staliniens et les P.C. combattants. On se

Groupes autonomes et P. C. combattant

Le document que nous reproduisons est emprunté à une publication anarchiste I.R.L., ce qui veut dire Informations rassemblées à Lyon (juin 1980). Comme l'indique le « chapeau » qui le précédait dans I.R.L., les anarchistes qui rédigent ce journal ont hésité à le publier, car les idées qui y sont exprimées ne sont pas les leurs, et certains jugeaient inutiles de prendre les risques de poursuites en justice pour la diffusion de mots d'ordre qu'ils désapprouvaient. Finalement, il leur est apparu que, devant la confusion qui s'opérait dans la presse, il était honnête de faire connaître, quel qu'il fût, le point de vue de ceux auxquels on avait tendance à imputer la responsabilité de certains attentats.

Le texte n'émane pas d'un Parti communiste combattant (si tant est qu'il en existe déjà

un en France) ni de gens qui songeraient à constituer une organisation de ce type. Il a pour auteur les « groupes autonomes », lesquels se distinguent sur deux points des partisans d'un P.C.C. : ils refusent toute organisation centralisée, hiérarchisée ; ils ne s'en prennent pas exclusivement ni principalement à l'Etat. Ils préconisent des actions ponctuelles, dont les fins sont d'abord individuelles : il s'agit pour les autonomes que chacun vive selon sa propre loi, au mépris de toute légalité et, s'il le faut, en usant de violence pour briser avec la légalité.

Nos lecteurs ne sont pas habitués au langage qu'ils trouveront dans ce document. Toutefois, il ne sera pas complètement nouveau pour ceux qui se sont intéressés aux anarchistes illégalistes de la fin du XIX^e siècle et du commencement du XX^e.

E. & O.

TEXTE COLLECTIF INTERNATIONAL DES GROUPES AUTONOMES

Les notes figurant à la fin de ce texte sont de la rédaction d'I.R.L.

« Après les diverses arrestations de membres de groupes autonomes en France et en Espagne, il s'est trouvé de bonnes âmes « révolutionnaires » pour nous juger avant que l'Etat ne le fasse lui-même.

« Nous méprisons ces théoriciens sans mode d'emploi qui critiquent notre pratique et évitent d'en avoir une, de s'engager, de se compromettre, ceux qui nous traitent de fous, d'activistes, d'irresponsables pour justifier leur passivité.

« Si « fous » nous sommes, notre folie n'est pas douce, c'est la folie de vouloir vivre, de refuser de se soumettre au travail salarié, de briser le carcan de base de la banalité, d'utiliser toutes les rencontres, de s'ouvrir et de se rassembler pour mieux affirmer l'autonomie de nos désirs insatisfaits par le capital.

« Si « activistes » nous sommes, notre activisme, c'est le plaisir du jeu subversif, de libérer nos tripes, de dépasser la crainte, de reculer les limites de nos possibilités, c'est de se donner les moyens, grâce aux expropriations armées ou désarmées, escroqueries, etc..., d'avoir une infrastructure nécessaire (appartements planques, armes, faux papiers, etc...) et de satisfaire nos besoins en échappant le plus souvent possible au salariat et à son cortège de misère.

« Si « irresponsables » nous sommes, notre irresponsabilité dérange l'ordre établi et ceux qui cherchent à le remplacer. Une bombe, un cocktail bien placé, un détournement des médias au moment opportun ont plus d'effets pratiques et positifs que n'importe quelle brochure ou discours radicaux.

« Nous connaissons les objections opposées à nos actes : ils sont spectaculaires, terroristes, et récupérables, ils masquent les luttes radicales des travailleurs, ils permettent à l'Etat de violer ses propres lois,

de renforcer son pouvoir, d'accentuer la répression. Or, nous nous foutons du spectacle. Nous ne voulons pas nous faire reconnaître comme une organisation de spécialistes, avec sa hiérarchie, ses porte-paroles et son sigle. Nous savons que l'Etat ne pouvant plus polariser la tension des prolétaires sur une opposition droite-gauche fictive, a besoin d'une organisation dite « terroriste » pour jouer ce rôle. L'Etat n'a pas besoin de notre prétexte pour exercer son terrorisme quotidien : terrorisme des flics contre les manifestants, contre les grévistes, terrorisme des milices patronales, terrorisme de l'exploitation généralisée...

« Nos actions ne sauraient en imposer aux prolétaires qui se prennent en charge en combattant leur aliénation hors du terrain politique et syndical (grèves sauvages, assemblées générales). Les prolétaires n'ont pas besoin de révolutionnaires professionnels ; quand ils interviennent, ils doivent le faire sur le terrain de leur choix et par eux-mêmes.

« Placés sur ce terrain, les copains qui travaillent, souvent temporairement ou tactiquement pour justifier un revenu, en vue de bénéficier du chômage... s'investissent dans ces luttes. Les autres, ceux qui refusent catégoriquement le salariat apportent un appui tactique sans plus. Il n'y a jamais de rapport de soumission des uns par rapport aux autres, car le culte du travailleur est tout aussi néfaste que le culte de l'anti-travailleur échappant à toute contrainte...

« Nos actions ne sont pas les seules oppositions réelles et totales au pouvoir. Souvent, elles sont limitées, ponctuelles et subjectives (réponses à l'assassinat de camarades en taule, par exemple). Parfois, elles sont coordonnées sur des points d'intervention précis (nucléaire (1), mouvement des taules, travail, etc...). Elles peuvent être revendiquées ou non. D'ailleurs la non revendication de certaines (attentats, expropriations...), amènent des organisations ou groupes à se les approprier pour donner l'illusion d'une puis-

sance qu'ils n'ont pas et se faire reconnaître comme les plus efficaces dans leur compétition contre l'Etat. Stratégie du surplus, purement publicitaire, qui pousse leurs militants martyrs arrêtés, à revendiquer n'importe quoi pour apparaître comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière... Ce sont les conséquences les plus crapuleuses de l'avant-gardisme, de la prétention de se croire les porteurs de la conscience révolutionnaire en acte. Aussi, nous ne saurions pas plus accepter cet amalgame entre ces organisations et nous, que nous ne saurions en tant qu'internationalistes accepter celui entre nous et les organisations porteuses d'idéologies nationalistes (E.T.A., I.R.A., F.L.B.) ou tiers-mondistes (R.A.F.) (2).

« Enfin, nous dénonçons les admirateurs ou souteneurs qui approuvent systématiquement ce que nous faisons, se contentant d'affirmer leur radicalité dans les manifestations, meetings ou réunions, sans jamais s'engager eux-mêmes dans les luttes et affronter ces conséquences. Position confortable qui leur permet de compenser leur aliénation par un activisme militant, sans avoir à agir, à prendre des initiatives, à faire preuve de détermination.

« Tous ceux qui font de l'autonomie la nouvelle idéologie à la mode par incapacité de rendre agissante leur radicalité verbale, de saisir quoi que ce soit à notre pratique, de rendre concret et utilisable leur critique du gauchisme, du réformisme, de l'aliénation... en un, de pratiquer leur théorie. Nous préférons ne pas nous compromettre avec eux, et les laisser parler en notre nom.

« Cette position n'est pas élitiste. Ce que nous faisons, n'importe qui peut le faire et si certains d'entre eux, poussés par les contraintes sociales, sont amenés à engager leur propre combat, nous les rencontrerons. Nous leur communiquerons nos expériences, nous leur expliquerons nos échecs et nos succès, nous ne leur refuserons aucun de nos moyens.

« Mais leur pratique devrait être anti-hiérarchique et égalitaire. Règle qui limite notre nombre, conduit parfois à des scissions, mais interdit les délégations de pouvoir, permet une certaine cohérence de notre projet, rend plus difficile les infiltrations, et assure un dynamisme que certaines organisations qui se comptent pourraient nous envier.

« Le prolétariat soumis au travail salarié doit se poser de manière urgente le problème des groupes spécialisés (y compris nous même) la situation sociale en Espagne, en France et en Italie l'exige. Ce qu'on fait les prolos de la SEAT (ex ERAT, (3)) doit être inversé, c'est-à-dire qu'au lieu de répartir l'argent produit des expropriations pour aider les grévistes et les chômeurs, ils auraient dû créer les conditions nécessaires pour que les expropriations soient assumées par d'autres prolos de façon rotative et toujours de façon extensive (toujours plus...), favorisant ainsi la création de nouveaux noyaux de lutte armée à l'intérieur des usines.

**Le prochain numéro d'EST et OUEST
paraîtra le Mardi 9 Septembre 1980**

« A cause de leur isolement, ils ne sont pas arrivés à étendre leur forme de lutte ; malgré celui-ci ils ont démontré qu'ils possédaient une grande conscience révolutionnaire, montrant ainsi les véritables tâches que le prolétariat doit assumer. Nous, groupes autonomes en tant que fraction armée du prolétariat radicalisé qui refusons le travail salarié, pouvons seulement apporter une aide en vue de la création de groupes armés sur les lieux de travail ou en dehors.

« Ensuite, eux-mêmes devront démontrer leurs capacités à assumer leur autonomie : c'est la seule façon d'éviter qu'il ne se crée des bras armés pour la défense des prolos.

« La stratégie de la FAI pendant la révolution espagnole n'est plus valable aujourd'hui, actuellement les prolos doivent assumer la réalisation de leurs désirs, quand la situation l'exige, avec ou sans armes, mais par eux-mêmes.

« Nos tâches actuelles sont de répondre à la répression et de montrer des points d'intervention concrets. Seuls, nous sommes incapables de nous affronter à l'Etat. Ces tâches devront être assumées par tout le prolétariat ».

ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE ET DE LA MARCHANDISE POUR UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE ! GROUPES AUTONOMES

NOTES

(1) Voir le C.A.R.L.O.S. en France :

Coordination Autonome des Révoltés en Lutte contre la Société, le C.A.R.L.O.S. rassemblait des groupes autonomes libertaires et des groupes se situant dans la mouvance autonome qui sont tombés d'accord sur une action précise et sur le communiqué paru le 22 novembre 1977 dans *Libération*, puis dans la brochure « *Insurrection* », les divers groupes ont ensuite repris leur autonomie d'intervention.

Dans la nuit du 19 au 20 novembre 1977 a eu lieu une vague d'attentats dans plusieurs villes de France, revendiqués par le C.A.R.L.O.S.

- à PARIS : la direction de l'E.D.F. ; une société allemande de produits chimiques ; une entreprise travaillant pour la Défense Nationale à Alfortville ; un garage E.D.F. à Saint-Denis.
- à LYON : les garages E.D.F. ; les pylones E.D.F. dans l'Ain ; une usine de peinture sous-traitante de l'industrie nucléaire.
- à RICHEMONT : 5 bâtons découverts près de la centrale électrique.
- à BORDEAUX : l'usine de Creusot-Loire, des bâtiments E.D.F.
- à TOULOUSE : l'usine de Creusot-Loire ; ordinateur E.D.F. ; le Centre de Recherches Atomiques.
- à CARCASSONNE : bâtiment E.D.F. ; une usine la C.G.E.
- à NARBONNE : le centre E.D.F.
- à LODEVE (Hérault) : charge découverte à la mine d'extraction d'uranium.

(2) R.A.F. : Fraction Armée Rouge.

(3) E.R.A.T. : Ejército revolucionario ayuda a los trabajadores (Armée Révolutionnaire d'Appui aux Travailleurs).